

~~On le reconnaîtra sans peine : il est difficile de sortir de la visite de ce musée sans éprouver une certaine nostalgie d'un paradis perdu, d'un monde heureux disparu à jamais que l'endroit s'efforce de reconstruire. Mais il est tout aussi difficile de ne pas se poser la question que n'évoque jamais, absolument jamais, ce musée, en cela emblématique des discours "nostalgériques" : si la présence française en Algérie était aussi bénéfique à ses populations, si la cohabitation entre les différents peuples était aussi harmonieuse, pourquoi diable les Algériens ont-ils éprouvé le besoin de réclamer par les armes leur indépendance ?~~

IV] Le mythe bien vivant du vote pied-noir

1 janvier 2016 | Par [Nicolas Chevassus-au-Louis](#)

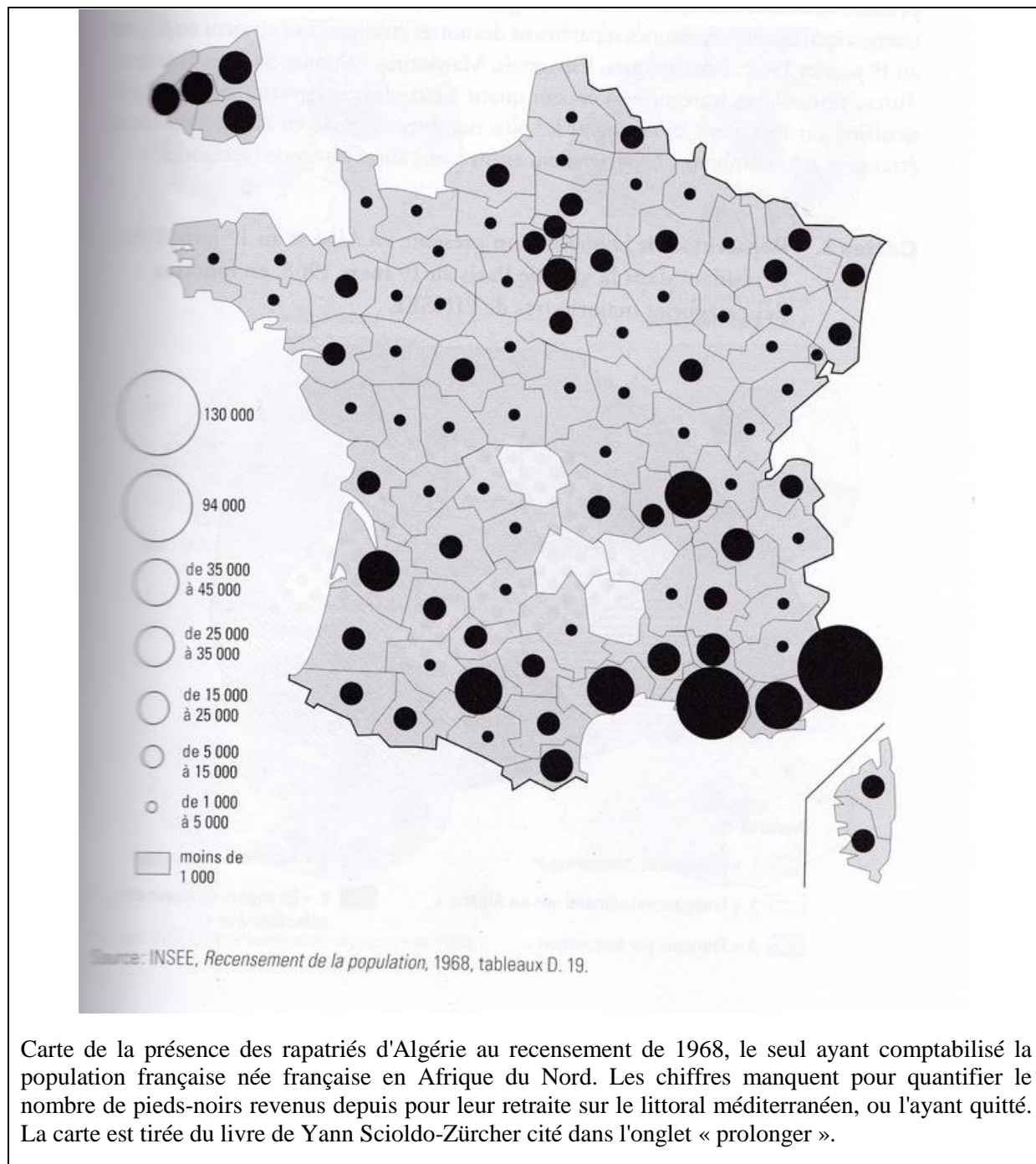
[\[https://www.mediapart.fr/journal/france/010116/le-mythe-bien-vivant-du-vote-pied-noir?page_article=1\]](https://www.mediapart.fr/journal/france/010116/le-mythe-bien-vivant-du-vote-pied-noir?page_article=1)

La présence massive de rapatriés d'Algérie est-elle une des causes des succès du Front national sur le littoral méditerranéen ? Si un vote pied-noir marqué par son tropisme pour la droite anti-gaulliste et l'extrême droite a bel et bien existé, il n'est plus aujourd'hui que résiduel, et aura sans doute disparu à la présidentielle de 2022

Le littoral méditerranéen, de Perpignan à Nice, a accueilli en 1962 un bon tiers des rapatriés d'Algérie. Et ce littoral méditerranéen est aussi, depuis les années 1980, le premier bastion de l'extrême droite. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur a ainsi placé Marion Maréchal-Le Pen en tête du premier tour des régionales de 2015. Aux municipales de 1995, les quatre communes conquises par le FN (Marignane, Orange, Toulon et Vitrolles) étaient situées en Provence.

Vingt ans plus tard, c'est toujours dans le sud-est que l'extrême droite gagnait une dizaine de communes. Les nouveaux édiles FN n'ont pas tardé à manifester leur attachement à l'Algérie française : inauguration d'une stèle en « *hommage à tous ceux tombés pour que vive la France en Algérie* » par le nouveau sénateur-maire de Fréjus (Var) ; hommage public du premier magistrat de Béziers, Robert Ménard (natif d'Oran) à la stèle consacrant l'OAS du cimetière de la ville ; ou encore renomination de la rue du 19-Mars-1962 de Beaucaire (Gard) en rue du 5-Juillet-1962, la date ne commémorant évidemment pas l'indépendance algérienne mais les massacres d'Oran.

La présence massive de rapatriés d'Algérie est-elle une des causes de l'influence du Front national sur le littoral méditerranéen ? En d'autres termes, le vote pied-noir, s'il existe, est-il une des composantes de l'enracinement de l'extrême droite dans le sud-est de la France ?



Carte de la présence des rapatriés d'Algérie au recensement de 1968, le seul ayant comptabilisé la population française née française en Afrique du Nord. Les chiffres manquent pour quantifier le nombre de pieds-noirs revenus depuis pour leur retraite sur le littoral méditerranéen, ou l'ayant quitté. La carte est tirée du livre de Yann Scioldo-Zürcher cité dans l'onglet « prolonger ».

Pour l'historien Jean-Marie Guillon, professeur émérite à l'université de Provence, il n'y a guère de doutes : « *L'arrivée des rapatriés d'Algérie a accentué les tendances antigauillistes – de droite comme de gauche – de la région PACA et a contribué à y renforcer la droite dure et l'extrême droite.* » Et d'avancer deux arguments à l'appui de sa thèse : l'influence historique de l'extrême droite chez les Français d'Algérie, et le rôle central des anciens partisans de l'Algérie française dans l'émergence régionale du Front national durant les années 1980.

À l'appui du premier argument, Guillon avance la récurrence des émeutes antisémites, qui conduisirent Édouard Drumont, le virulent antidreyfusard fondateur de la Ligue nationale antisémitique de France à être élu député d'Alger en 1898 ; l'implantation militante du Parti populaire français de Jacques Doriot, seul authentique parti fasciste français durant la Seconde

Guerre mondiale, qui trouvait en Algérie son troisième bastion, avec la banlieue nord de Paris et la région marseillaise ; ou encore la quasi-absence d'un soutien à la Résistance – France Libre ou mouvements de résistance intérieure – en Algérie, jointe à une large adhésion des élites coloniales au régime pétainiste entre 1940 et 1943. « *Il existe une longue tradition historique d'implantation de l'extrême droite en Algérie française, même si elle ne se manifeste que par flambées éphémères* », détaille Jean-Marie Guillon.

À l'appui du second argument, l'historien insiste sur le recyclage des cadres politiques issus de l'OAS dans le jeu politique de la région PACA, et dans une moindre mesure Languedoc-Roussillon, que ce soit au sein de la droite non gaulliste (en particulier dans le Var) ou du Front national. En compagnie de militants de moindre envergure, deux figures emblématiques de l'OAS portent ainsi les couleurs du FN lors d'élections législatives. Pierre Sergent, ancien dirigeant de l'organisation en métropole condamné à mort par contumace en 1962, est élu député des Pyrénées-Orientales en 1986, tandis que Jean-Jacques Susini, responsable de l'action politique et psychologique de l'OAS en Algérie et co-organisateur de l'attentat manqué contre de Gaulle le 15 août 1962 à Toulon, obtient 45 % des voix au second tour des législatives de 1997 à Marseille.

Un anti-gaullisme viscéral

C'est aux élections présidentielles de 1965, premier suffrage suivant le rapatriement des Français d'Algérie, que ce poids nouveau de l'électorat pied-noir se fait pour la première fois sentir. L'unique candidat d'extrême droite, Jean-Louis Tixier-Vignancour, avocat de l'OAS, obtient ses meilleurs résultats sur le littoral méditerranéen. Mais la flambée n'est qu'éphémère.

Aux présidentielles de 1974, les votes en faveur de Jean-Marie Le Pen sont plus nombreux dans les départements où se concentre la population rapatriée (1,3 % dans l'Hérault ou le Var, 1,2 % dans les Alpes-Maritimes ou le Vaucluse, contre 0,75 % nationalement) mais à des niveaux dix fois inférieurs aux scores de Tixier-Vignancour neuf ans plus tôt. Faut-il en conclure que le traumatisme du rapatriement est déjà révolu, et que l'électorat pied-noir s'est éloigné des candidats ayant défendu l'Algérie française ? « *L'électorat pied-noir se caractérise dans les années 1970 par son habileté dans l'utilisation du vote sanction contre les dirigeants politiques qui ne soutiennent pas ses revendications : l'indemnisation des biens perdus lors du rapatriement et, pour une fraction militante mais influente, l'amnistie des condamnés de l'OAS* », explique la politiste Emmanuelle Comtat, auteure de *Les Pieds-noirs et la politique. Quarante ans après le retour* (Presses de Science-Po, 2009). La seule constante de l'électorat pied-noir est alors son anti-gaullisme viscéral, mais le brouillage entre droite et gauche s'estompe.

**VOUS NE VOULEZ PAS DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE ?
VOUS AUREZ LA FRANCE ALGÉRIENNE ?**

Cette prophétie de Jean-Marie LE PEN est en train de se réaliser sous vos yeux !

FRANÇAIS RAPATRIÉ DE TOUTES ORIGINES ET DE TOUTES CONFESSIONS

John DOS PASSOS disait : "Vous pouvez arracher l'homme à son pays, mais vous ne pouvez pas arracher son pays au cœur de l'homme"

SOUVIENS-TOI !

- des années que l'on ne peut pas oublier : huit années de peur, d'attentats, d'exactions, d'enlèvements et du génocide de nos harkis.
- de nos filles qui ont été enlevées pour les "besoins" des assassins du FLN, ceux-là même que la France protège aujourd'hui et s'apprête à recevoir au nom du "droit d'asile", certaines seraient encore en vie, qui en parle ? La vérité est trop gênante pour nos médias.
- de tous nos morts, jeunes et vieux, hommes et femmes, civils et militaires.

RESSAISIS-TOI !

Ce qui se passe dans nos banlieues nous annonce ce qui va suivre : une guerre civile avant peu. La France devient invivable. Ceux qui vivent au quotidien dans ces banlieues peuvent en témoigner.

Que vous le vouliez ou non, nos enfants et petits-enfants seront obligés de quitter la France comme nous avons dû quitter l'Algérie, car déjà maintenant, les étrangers ont plus de droits en France que les Français eux-mêmes.

Seul le **FRONT NATIONAL** peut nous épargner un nouvel exode en enrayant la démagogie de nos politiciens de l'Etablissement parmi lesquels figurent d'anciens porteurs de valise du FLN, complices des massacres perpétrés durant ces années néfastes.

REVEILLES-TOI !

N'acceptons pas que la France soit envahie, que l'insécurité règne et que notre pays finisse par disparaître. Nous ne devons pas avoir peur sur le sol de notre propre pays que beaucoup d'entre nous ont défendu. Nos monuments aux morts en témoignent.

Cessons de faire confiance à ces gouvernants et à cette soi-disant droite déconfitée qui mérite une leçon que nous sommes en mesure de lui donner.

Notre candidat aux cantonales de Six-Fours : Michel de Maynard n'est pas un "pieds-noirs", il est né à Toulon, mais à l'âge de 18 ans, il s'est engagé dans les parachutistes de Bigeard pour défendre l'Algérie Française, il s'est marié là-bas avec une Algéroise.

**POUR QUE NOS MORTS DORMENT EN PAIX
VOTEZ FRONT NATIONAL
VOTEZ MICHEL DE MAYNARD ?**

**AIMEZ LA FRANCE, LA NATURE L'A FAITE BELLE
ET L'HISTOIRE L'A FAITE GRANDE**

Aux présidentielles de 1981, tant Valéry Giscard d'Estaing que François Mitterrand courtisent les rapatriés d'Algérie, le second semblant l'avoir emporté grâce à sa promesse d'une amnistie des anciens chefs de l'OAS et d'une réintégration dans leurs droits et carrières militaires. Raoul Salan appelle par exemple à voter Mitterrand. Cette promesse électorale sera tenue en 1983, non sans péripéties parlementaires : il faudra l'utilisation de l'article 49-3 par le gouvernement contre sa propre majorité, menée par Pierre Joxe (ancien officier de la sécurité militaire, dans le cadre de son service national, en 1961 au plus fort de la lutte de l'armée contre l'OAS et de surcroît fils de Louis Joxe, ministre des affaires algériennes de De Gaulle et condamné à mort par l'OAS), pour que la loi d'amnistie des anciens de l'OAS soit adoptée en 1982.

Ce n'est que dans la seconde moitié des années 1980, avec l'émergence du FN, que le vieux tropisme vers l'extrême droite de l'électorat pied-noir resurgit. Dans une vaste enquête menée après la présidentielle de 2002, Emmanuelle Comtat a observé que 52 % des électeurs nés en Algérie résidant dans les Alpes-Maritimes, l'Hérault et l'Isère avaient déjà voté pour l'extrême droite. Et la politiste de relever que « *les pieds-noirs qui votent pour le FN sont plutôt des personnes qui ont été très profondément marquées et déstructurées par la guerre d'Algérie, notamment des victimes de menaces, d'attentats, de violences, ou des personnes ayant perdu un proche* ». Son enquête démontre que l'électorat pied-noir se situe massivement à droite. Invités à se positionner sur une échelle de 1 (extrême gauche) à 7 (extrême droite), ils ne sont que 12 % (contre 40 % pour l'ensemble des Français) à se positionner dans la moitié gauche de l'échelle.

La dernière enquête sur le vote pied-noir, menée par le Cevipof, date de 2012 (en résumé [ici](#)). Cinquante ans après l'indépendance algérienne, l'électorat se définissant comme pied-noir représentait 1,2 million de personnes, toujours concentré dans les départements méditerranéens : 15,3 % des électeurs en Languedoc-Roussillon et 13,7 % en PACA, contre moins de 3 % en Picardie ou en Bretagne. Le tropisme à droite est toujours aussi net : Marine Le Pen arrivait en tête des intentions de vote parmi les pieds-noirs, avec 28 % (8,5 points de plus que la moyenne nationale) suivi de Nicolas Sarkozy à 26 % (3,5 points de plus que la moyenne nationale) à égalité avec François Hollande (3 points de moins que la moyenne nationale).

Mais le Cevipof soulignait que « *la présence plus importante de la communauté pied-noire en Languedoc-Roussillon et en PACA n'explique que très partiellement ce phénomène. [...] Même sans les pieds-noirs, ces deux régions voteraient davantage pour le Front national que les autres régions, la présence pied-noire ne faisant que renforcer ce tropisme local* ». Surtout, souligne Emmanuelle Comtat, « *l'électorat pied-noir est en voie de disparition. Ceux qui avaient 30 ans au moment du rapatriement en ont aujourd'hui 84 et l'on sait bien que la participation électorale diminue rapidement avec le grand âge* ».

Toutes les enquêtes montrent en effet que l'électorat issu des rapatriés d'Algérie, évalué par le Cevipof à 3,2 millions d'électeurs déclarant un parent ou un grand-parent Français d'Algérie, vote à peu près comme l'électorat national. Ce n'est plus Marine Le Pen, mais François Hollande (31%) que les descendants de pieds-noirs plaçaient en tête de leurs intentions de vote à la présidentielle de 2012. Contrairement aux anciens harkis, dont les enfants entendent poursuivre le combat en se mobilisant dans des associations, les descendants des pieds-noirs ont le plus souvent tourné la page du traumatisme de l'exil de 1962.

Batailles féroces entre droite et extrême droite

Résumons : un vote pied-noir marqué par son tropisme pour la droite anti-gaulliste et l'extrême droite a bel et bien existé. Mais il n'est plus aujourd'hui que résiduel, et aura sans doute disparu à la présidentielle de 2022. Dès lors, se pose la question de savoir pourquoi [les élus du littoral méditerranéen courtisent aussi ostensiblement un vote pied-noir](#) qui semble être de plus en plus mythique : un terrain offert par la mairie d'Aix-en-Provence pour construire un Conservatoire national de la mémoire des Français d'Afrique du Nord ; inauguration par Christian Estrosi d'une stèle aux Français d'Algérie sur la promenade des Anglais à Nice en 2012 ; présence de Gérard Larrat, maire (divers droite) de Carcassonne au 40e congrès du très [nostalgérique Cercle algérien](#) en novembre dernier ; annulation par le maire (divers gauche) de Montpellier Philippe Saurel du projet de musée de la France et de

l'Algérie, dans lequel 2 millions d'euros avaient été investis, mais qui n'avait pas l'heur de plaire aux plus ultras des organisations pied-noires ; mise en berne des drapeaux à Perpignan chaque 19 mars par le maire (LR) Jean-Marc Pujol ; ou encore présence d'un adjoint au maire chargé des rapatriés dans des villes comme Aix-en-Provence, Perpignan ou Nice, alors que l'on peut se demander si plus d'un demi-siècle après le rapatriement, cette population a toujours besoin d'un soutien spécifique... On en passe. « *Les hommes politiques aiment à croire qu'il existe des votes communautaires, alors même que la science politique montre qu'ils ne sont le plus souvent que des mythes* », soutient Emmanuelle Comtat.



Stèle en hommage aux pieds-noirs inaugurée en 2012 par Christian Estrosi, maire de Nice, sur la promenade des Anglais. © Héléne Staes

Mais la politique est aussi une affaire de mythes, d'invocation de figures emblématiques ou de moments fondateurs. En la matière, la droite a, depuis la seconde présidence de Jacques Chirac, réussi un coup de maître. Dès la réélection de Chirac en 2002, neuf députés de droite des Bouches-du-Rhône, des Alpes-Maritimes, de l'Hérault et du Var déposent un projet de loi en faveur des rapatriés. L'initiative débouche sur la loi du 23 février 2005 « *portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés* ». À l'issue d'une longue polémique, son article 4 stipulant que « *les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord* » est abrogé par le gouvernement. Mais un tabou est levé : celui qui interdisait aux pieds-noirs de voter pour des héritiers du gaullisme, tel Chirac.

S'enclenche alors une bataille politique féroce entre droite et extrême droite, rivalisant d'attentions en direction de l'électorat pied-noir, qui permet à la première de regagner du terrain sur la seconde. « *La radicalisation idéologique de la droite sur les questions identitaires et sécuritaires a favorisé le rapprochement des associations parlant au nom des rapatriés avec la droite héritière du gaullisme* », souligne Emmanuelle Comtat. L'émergence, au sein de l'UMP (aujourd'hui LR), du courant « droite populaire » en 2012 est un des aspects de cette reconquête : 40 % des députés de ce courant sont élus dans des circonscriptions du littoral méditerranéen, et le quart d'entre eux vient de familles de rapatriés ou d'anciens militants de l'Algérie française. Lionnel Luca, député-maire de Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), et Michèle Tabarot, députée-maire de Le Cannet dans le même département (et fille d'un ancien activiste de l'OAS), sont parmi les figures les plus connues de ce courant.

« *La disparition des dinosaures gaullistes [...] et l'effacement progressif de leurs héritiers chiraquiens ont laissé le champ libre à une génération qui n'a pas connu l'affrontement avec l'OAS et qui avait fermement l'ambition de réhabiliter le passé colonial, donc et avant tout l'Algérie française* », observe l'historien Alain Ruscio dans *Nostalgie. L'interminable histoire de l'OAS* (La Découverte, 2015). Mais cette OPA de la droite sur un vote pied-noir largement mythifié intervient à un moment où les associations se revendiquant représentatives de la mémoire pied-noire perdent inexorablement, du fait du vieillissement de leurs membres, en influence. On en comptait un millier dans les années 1980, contre 600 aujourd'hui, parmi lesquelles nombre d'amicales d'anciens d'un village, d'un quartier, ou d'un lycée peu marquées politiquement. « *L'opinion publique se résume souvent à une "opinion rendue publique" par l'expression d'un sous-groupe dominant à l'intérieur dudit groupe, à savoir des acteurs associatifs fortement mobilisés* », explique Emmanuelle Comtat. Et de souligner que, selon son enquête de 2002, 5 % seulement des rapatriés d'Algérie étaient membres d'une association prétendant représenter les intérêts matériels ou moraux des pieds-noirs.

V] Une autre voix rapatriée

3 janvier 2016 - par [Nicolas Chevassus-au-Louis](#)

[\[https://www.mediapart.fr/journal/france/030116/une-autre-voix-rapatriee?page_article=1\]](https://www.mediapart.fr/journal/france/030116/une-autre-voix-rapatriee?page_article=1)

L'Association nationale des pieds-noirs progressistes et de leurs amis, qui compte quelque 400 membres, s'est créée en 2008. La culture pied-noire, la conscience politique des Européens d'Algérie, le rôle de l'OAS dans le déchaînement de la haine et l'incurie des